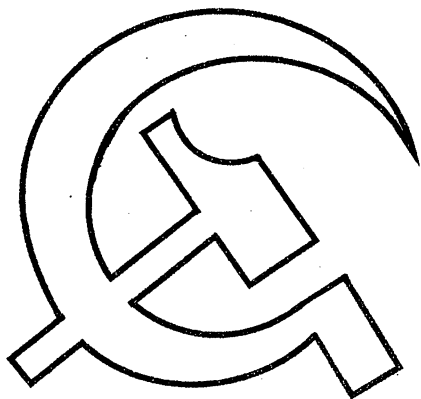




le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 17 mai 2012

N° 383

PRIX : 0,60 Euro

MALI



**AUCUN TRAVAILLEUR NE DOIT SE LAISSER
ABUSER PAR LA PROPAGANDE CHAUVINE
ET GUERRIER DU GOUVERNEMENT**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Editorial

Mali: aucun travailleur ne doit se laisser abuser par la propagande chauvine et guerrière du gouvernement

Page 4

Sénégal: un président riche remplace un autre riche

Page 5

Côte d'Ivoire

Des extraits du « Pouvoir Aux Travailleurs » n°182 édité localement

Page 7

Tchad

Que certains quartiers soient démunis de toute structure laisse indifférents les dirigeants

Page 8

France

Avec Hollande comme avec Sarkozy hier, les travailleurs ne doivent compter que sur leur lutte

ABONNEMENT

France :

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy Cedex

MALI

AUCUN TRAVAILLEUR NE DOIT SE LAISSER ABUSER PAR LA PROPAGANDE CHAUVINE ET GUERRIÈRE DU GOUVERNEMENT

Depuis le putsch du 21 mars dernier le Mali est de fait devenu un pays coupé en deux entre le Nord et le Sud. Dans toute la partie située au nord de Mopti ce sont les groupes armés rebelles qui font la loi. Ils violent, rançonnent et imposent leur volonté aux populations. Ils imposent leurs loi rétrogrades à l'encontre des femmes (voile islamique obligatoire, interdiction aux filles d'aller à l'école, etc.). Aux jeunes garçons ils interdisent de jouer au ballon. De nombreux cas de violences ont été dénoncés par des organisations humanitaires.

Mais la situation dans le sud est loin d'être réjouissante pour l'écrasante majorité de la population. Aux difficultés d'avant le putsch se sont ajoutées de nouvelles. Une des conséquences directes du putsch sur la vie quotidienne de la population malienne a été la flambée des prix. D'un seul coup le prix du carburant est monté en flèche. Ceux des denrées ont suivi, celui du ciment aussi. Aujourd'hui, même si les prix ont légèrement reculé, la vie quotidienne des petites gens reste très difficile.

Les dirigeants actuels de Bamako mènent toute une propagande nationaliste pour galvaniser la population autour de "l'intégrité nationale" et de "l'unicité du Mali". Leur objectif est de détourner la colère de la population pauvre, de faire croire aux petites gens que leurs ennemis sont ceux qui ont pris le pouvoir dans le Nord et qu'il faut par conséquent se rassembler derrière les militaires pour reconquérir le Nord.

Lorsque les putschistes ont renversé le régime d'ATT, une des premières choses qu'ils ont faites, c'est d'occuper les bâtiments de la radio et de la télévision pour y installer leurs propres marionnettes. Ils ont expliqué que c'est l'inaction d'ATT face à la rébellion touareg dans le Nord qui les a poussés à le renverser et que eux, ils allaient "reconquérir l'intégrité du territoire malien". Mais loin d'affaiblir la rébellion, le coup d'Etat à Bamako n'a fait qu'accélérer la chute des villes du Nord. Les unes après les autres elles sont tombées entre les mains du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad), d'Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique) et d'autres groupes islamistes. Les militaires qui étaient sensés défendre ces territoires ont tout simplement détalé face à quelques centaines d'individus armés. Ils ont abandonné armes et bagages à Kidal, Gao, Tombouctou, Ménaka et autres villes du Nord.

Aucun travailleur ne doit suivre la politique guerrière du gouvernement. Les ennemis des travailleurs se trouvent d'abord à Bamako : ce sont les dirigeants politiques qui se relaient au pouvoir et vident les caisses de l'Etat; ce sont tous ces généraux et ces galonnés qui s'en mettent plein les poches en s'adonnant au racket et à toutes sortes de trafic et de

corruption. Ce sont aussi tous les capitalistes qui affament les travailleurs et les petits paysans. Si tous ces gens-là pensent que les frontières du Mali héritées de la colonisation sont si "sacrées", ils

n'ont qu'à aller eux-mêmes avec leurs familles et leurs enfants faire la guerre dans le nord. Les travailleurs n'ont aucun intérêt à les suivre.

MALI

DERRIÈRE L'AFFRONTEMENT ENTRE BÉRETS-ROUGES ET BÉRETS-VERTS...

Les affrontements violents qui ont éclaté à Bamako le 30 avril dernier entre les "bérets rouges" et les "bérets verts" témoignent de l'instabilité du pouvoir au Mali depuis le putsch du 21 mars qui a renversé le président Amani Toumani Touré.



Le capitaine Amadou Haya Sanogo, chef des bérets verts

Les "Bérets rouges", basés au camp des para de Djicoroni, sont des fidèles de l'ancien président déchu, issu du même camp. Les "Bérets verts", plus nombreux, sont basés à Kati (à une quinzaine de kilomètres de Bamako) et soutiennent le capitaine Amadou Haya Sanogo, le tombeur d'ATT.

Ces affrontements se sont poursuivis le lendemain et ont duré quelques jours. Ils se sont soldés par plusieurs dizaines de morts et de blessés. Provisoirement, ce sont les partisans de Sanogo qui sont sortis vainqueurs, sans pour autant avoir réussi à écraser complètement leurs rivaux. Ce qui veut dire que l'armée malienne qui constitue le pilier essentiel du pouvoir est loin d'être un corps stable et unanime derrière le régime en place. ATT a trouvé refuge à Dakar. Il a encore des partisans au sein de l'armée malienne. Et le capitaine Sanogo a toutes les raisons de craindre que sa victoire est loin d'être définitive.

Néanmoins, c'est lui qui est, pour le moment, l'homme fort du pouvoir même s'il ne porte pas officiellement la casquette du président. Rappelons que quelques jours après son putsch, sous la pression des pays voisins, plus

particulièrement de la Cedeao (Communauté économique des Etats de L'Afrique de l'Ouest), le capitaine Sanogo, a fait un pas en arrière en acceptant de laisser le poste de la présidence et du chef de gouvernement à des civils. Mais en réalité, ce sont les putschistes qui détiennent le pouvoir. Le président Dioncounda Traoré et le Premier ministre Cheick Modibo Diarra ne font que de la figuration pour faire croire que "l'ordre constitutionnel" règne au Mali (c'est le mot à la mode actuellement). Mais derrière la pression de la Cedeao, il faut surtout voir celle de l'impérialisme français qui a d'énormes intérêts économiques dans toute cette région.

L'intérim durant lequel l'ancien président de l'Assemblée nationale assure le poste de chef de la l'Etat ne devrait pas officiellement dépasser 40 jours, c'est-à-dire la date du 22 mai. Mais l'élection présidentielle qui devrait avoir lieu au terme de cette période d'intérim n'aura pas lieu. Le capitaine Sanogo a pris le goût du pouvoir et ne veut pas rentrer à la caserne. Il a déclaré que : "Quand on a été chef d'Etat, on ne peut plus accepter d'ordre de n'importe qui". Aujourd'hui, il réclame au moins le grade de général et chef d'état-major. C'est pourtant lui qui disait, le lendemain du putsch, que le pouvoir ne l'intéressait pas. Il fallait être naïf pour le croire.

Tous les discours que ses partisans diffusent à longueur de journée pour l'encenser et le montrer comme l'homme indispensable, celui qui va mettre un terme à la grande corruption qui règne au sein de l'appareil d'Etat malien, etc., ne sont que de la poudre au yeux. Ses prédécesseurs disaient la même chose et n'ont fait que continuer à s'en mettre plein les poches.

Les travailleurs doivent donc se méfier comme de la peste de tous les bonimenteurs, galonnés comme "civils", qui ne cherchent que la place au soleil et s'enrichir sur le dos des pauvres. Ces gens-là n'hésiteront pas à entraîner le pays

vers un bain de sang s'ils considèrent que leurs intérêts, c'est d'aller à tout prix vers la reconquête du Nord.

SÉNÉGAL

UN PRÉSIDENT RICHE REMPLECE UN AUTRE RICHE



Macky Sall durant la campagne électorale

Macky Sall, le nouveau président du Sénégal, a déclaré officiellement la valeur de son patrimoine comme la loi l'y oblige lors de son entrée en fonction. Sa fortune dépasse officiellement 1,3 milliard de francs Cfa (environ 2 millions d'euros). Il possède plusieurs villas et terrains au Sénégal, notamment dans un quartier chic de Dakar. Il a des parts dans une société immobilière ainsi que dans une autre de consulting au Sénégal. Il possède également un appartement

de 300 mètres carrés à Houston, aux USA. A cela s'ajoute un parc de 35 véhicules dont la valeur n'a pas été incluse dans le total de 1,3 milliards déclaré.

Ce qu'il a déclaré n'est probablement qu'une partie de ce qu'il possède mais c'est déjà significatif de sa situation sociale. Visiblement, il s'agit d'un richard qui s'est fait une fortune pas seulement en économisant sur ses salaires de fonctionnaire et de ministre sous Wade. Certains ont fait le calcul qu'avec son seul salaire, il n'aurait jamais pu avoir une telle richesse. Alors d'où vient-elle donc? On ne le saura peut-être jamais. En tout cas, un simple travailleur, même en trimant du matin au soir durant toute sa vie, ne pourra jamais totaliser même un millième de ce que Macky possède. Et quand on sait que ce dernier ne prévoit même pas de relever le salaire minimum qui est dérisoire (47.700 Francs Cfa), on ne peut être que révolté par autant d'étalage de richesse d'un côté et autant de misère de l'autre.

UNE PETITE BAISSSE DES PRIX QUI NE DURERA PAS LONGTEMPS

Durant sa campagne électorale, Macky Sall avait annoncé que s'il était élu, il allait immédiatement baisser les prix des denrées. Il a fallu attendre plus d'un mois pour que certains prix baissent réellement. Le sac de 50 kilo de riz non parfumé qui se vendait à 16 000 francs Cfa revient aujourd'hui à 13 000. Le kilo de sucre est passé de 800 à 600 francs. Quant à l'huile et au lait en poudre il n'y a eu aucune baisse à ce jour.

Mais le gouvernement a déjà prévenu que cette baisse, même toute relative, et qui ne concerne qu'un nombre très limité de produits, ne durera tout au plus que quelques mois car, dit-il, il n'a pas les moyens de subventionner les prix sur une longue période.

Si les dirigeants qui gouvernent ce pays étaient vraiment soucieux du bien-être de la population laborieuse, ils auraient d'abord décidé de faire augmenter les bas salaires, dans la fonction publique comme dans le privé. En même temps ils auraient exigé des gros commerçants et de tous les importateurs qu'ils vendent leurs produits en prenant sur leurs marges bénéficiaires et pourquoi pas en vendant leurs marchandises à prix coûtant, c'est-à-dire sans aucun bénéfice car il y va de la santé et de la vie de la population.

Ils ont déjà fait d'énormes bénéfices sur le dos de la population et ils ne mourront pas de faim.

CÔTE D'IVOIRE

*Nous publions ci-dessous des extraits du journal « Le Pouvoir
Aux Travailleurs » n° 182 édité en Côte d'Ivoire*

L'AUGMENTATION DU SMIG N'EST PAS D'ACTUALITÉ SELON LE GOUVERNEMENT !

Lors d'une conférence de presse en janvier, la centrale syndicale l'UGTCI par la voix de son secrétaire général ADÉ Mensah, avait annoncé l'augmentation du Smig. Il a dit que le patronat, le gouvernement et les centrales syndicales étaient tombés d'accord en ce qui concerne la hausse du Smig. Ainsi, celui-ci devait passer de 36.000 francs à 60.000 francs soit une augmentation de 24.000 francs. Cette annonce a fait couler beaucoup de salive dans le milieu ouvrier. Cela a même suscité à juste raison un certain enthousiasme chez certains travailleurs qui se demandaient : « Quand est-ce que cela deviendra une réalité ? ».

Pour la plupart des employés dont les maigres revenus face au coût élevé de la vie rendent anxieux, cette annonce ne tarderait pas à se traduire en réalité. Ils ont espéré, pensé et même dit que cela serait officialisé par le chef d'Etat le jour de la fête des travailleurs, le 1^{er} mai. Mais ceux-ci se sont très vite désillusionnés car à la veille du 1^{er} mai, celui qui devrait leur annoncer la bonne nouvelle a pris la fuite pour atterrir à Paris. Que leur a-t-on annoncé ce jour-là ? Une trêve sociale. Ainsi, affirmait le chef du gouvernement: « *Votre devoir de fils de ce pays vous commande la retenue, afin d'éviter de*

compromettre les efforts déployés...Il faut procéder au renouvellement du protocole d'accord portant trêve sociale qui permettra de donner un souffle nouveau aux entreprises et d'attirer l'investissement ». C'est donc ce discours infâme qui a été servi aux travailleurs. L'Etat leur demande de s'abstenir de toutes revendications et de toutes grèves parce que le pays serait en difficulté et convalescent.

Devant cette réalité révoltante qui se dégrade de jour en jour, aucune centrale syndicale n'a daigné protester contre cette énième attaque contre les travailleurs en appelant à la mobilisation contre ce qu'on pourrait appeler une provocation et un mépris du gouvernement. Oui, c'est un mépris à l'endroit des travailleurs. Pendant ce temps, nous avons vu avec quelle promptitude le gouvernement a signé les décrets d'application de mesures en faveur du patronat et l'augmentation du taux de cotisation pour la retraite réduisant encore le maigre revenu des ouvriers. Lorsqu'il s'agit de relever les revenus des travailleurs, il traine les pas appelant à des trêves sociales.

Mais, à vouloir trop tirer sur la corde, le gouvernement et le patronat risquent de la prendre en plein figure !

AUGMENTATION DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU CARBURANT : L'OFFENSIVE DU GRAND CAPITAL CONTRE LE MONDE DU TRAVAIL

Le FMI (Fonds Monétaire International) a annoncé dans un rapport daté du 11 mai, qu'il faut une augmentation du prix de l'électricité pour permettre de faire des investissements.

Selon cette institution, c'est au prix de ce sacrifice qu'on pourra mettre fin aux délestages intempestifs que connaît le pays depuis trois ans. Ce même rapport préconise aussi d'autres

mesures d'austérité comme la libéralisation du secteur du carburant.

En effet, il y a déjà plusieurs années que le FMI exige l'augmentation du prix de l'électricité. Le délestage est plutôt un prétexte pour imposer cette augmentation. D'ailleurs, c'est depuis 1990 que l'Etat a bradé ce qui était l'EECI (Energie Electrique de Côte d'Ivoire) à

Bouygues, pour un franc symbolique. Et cela, sous la pression du même FMI qui voulait qu'on cède toutes les sociétés d'Etat juteuses, au secteur privé. Mais, depuis que le groupe Bouygues a la CIE et la SODECI, il ne s'est jamais préoccupé de faire le moindre investissement. Au contraire, il s'est contenté d'encaisser les factures et d'engranger les bénéfices. Les investissements ont été confiés à l'Etat qui n'avait pas les moyens de le faire. Du coup, ce sont les anciennes infrastructures de l'Etat qui ont servi de vache à lait au groupe Bouygues. Avec des installations vétustes et surexploitées, on ne peut qu'aboutir à ce qui arrive comme délestages aujourd'hui.

Alors, s'il y a quelqu'un à qui il faut demander de faire des investissements, c'est plutôt au groupe Bouygues qui depuis vingt ans rançonne la population. Mais le FMI est une

institution financière au service des grands groupes internationaux comme Bouygues ou Bolloré, etc. Il sert les intérêts de ces groupes à travers des programmes d'austérité où ce sont seuls les travailleurs, la population pauvre, qui payent la note salée.

En plus de l'augmentation du prix de l'électricité, cette même institution exige aussi la libéralisation du secteur du pétrole. Ce qui entraînera obligatoirement l'augmentation des tarifs des transports déjà insupportables pour le petit peuple.

La presse et la télévision ont relayé les informations du FMI derrière lesquelles le gouvernement cherche à se cacher pour assener ses sales coups contre les classes pauvres. Mais à vouloir trop en faire, ils finiront par faire l'unanimité contre eux.

CÔTE D'IVOIRE

BÂTIMENT : LES TRAVAILLEURS DE PLUS EN PLUS

EXPOSÉS AUX ACCIDENTS DE TRAVAIL

Il y a de cela une semaine, un menuisier charpentier est tombé du haut d'un mur. Par manque de moyens, il a fait le tour des CHU d'Abidjan sans y avoir été admis. C'est finalement chez un guérisseur traditionnel qu'il a été emmené. C'était trop tard. Il est décédé quelques heures après.

Sur les grands chantiers, les travailleurs sont tout autant exposés à ce genre d'accident. Il manque le minimum de sécurité. Les patrons, pour faire plus d'économie, ne dotent pas les travailleurs de chaussures de sécurité, de casques, de gants, etc. Sur les différents chantiers de CMI (Constructions Métalliques Ivoiriennes), par exemple, le 15 mai, un travailleur est tombé du haut d'un mur à Port-Bouet Onomo. Ces collègues l'ont transporté d'urgence à la direction du chantier. Mais comme ces entreprises ne sont jamais en règle vis-à-vis des mesures de sécurité, au lieu d'appeler les sapeurs

pompier, le patron a préféré le transporter à la clinique privée de l'entreprise. Après 24 heures de soin, le travailleur a été libéré de la clinique et livré à lui-même. Ce genre de cas est légion dans cette entreprise où la plupart des accidents ne sont pas déclarés à la CNPS. Quant aux entreprises comme Sud Construction qui pratique le tâcheronnat, en cas d'accident, le travailleur est aussitôt licencié et abandonné à lui-même. Ceci fait que beaucoup de travailleurs traînent les séquelles des accidents de travail, sans jamais être dédommagés.

Les accidents sur les chantiers, surtout dans les grosses entreprises, peuvent être réduits, voire même évités, si les mesures de sécurité sont respectées par les patrons. Mais, les intérêts des patrons vont plutôt contre un pareil engagement et que c'est par leur propre mobilisation que les travailleurs pourront défendre leur peau.

=====

TCHAD

**QUE CERTAINS QUARTIERS SOIENT
DÉMUNIS DE TOUTE STRUCTURE
LAISSE INDIFFÉRENTS LES DIRIGEANTS**

Depuis quelques années, de grands travaux d'aménagement sont effectués dans certains quartiers de Ndjaména. La ville et quelques quartiers administratifs ont fait peau neuve. L'éclairage public, malgré les coupures d'électricité suivies des coupures d'eau (c'est le courant électrique qui alimente l'eau) fonctionne tant bien que mal. Mais dans les nouveaux quartiers populaires périphériques, presque rien n'a été entrepris.



Ndjaména : vue d'un quartier populaire périphérique

Un journal gouvernemental de la Place écrit notamment : «Cependant, cette modernisation n'est pas sans conséquence. La ville devient un pôle d'attraction. Ce qui contribue à accroître sa population. Le centre urbain ne pouvant contenir

tout le monde, de nouveaux quartiers périphériques sont nés, et il se pose véritablement de difficultés de toutes sortes : absence de rues, pas d'adduction d'eau, pas de drainage des eaux de pluies, insuffisance de structure sanitaire et éducatives. Bref, les habitants de ces quartiers vivent comme en campagne ».

Le même journal, dans un reportage, a interrogé un habitant d'un des quartiers périphériques, Toukra, situé dans le 9ème arrondissement de Ndjaména : « Mon quartier est oublié. Depuis que nous sommes ici, nous manquons de rue, d'école, de centre de santé et d'eau potable. Pourtant le nombre de la population de Toukra s'accroît chaque jour. Mais personne ne se soucie de notre sort. Nos enfants ne partent pas à l'école à cause de la distance et des risques d'accident. Nos femmes accouchent dans des conditions déplorables par faute de centre de santé. Notre seule force, c'est l'espoir. Nous espérons qu'un jour, l'Etat se souviendra de nous pour nous sortir de cette souffrance ».

Mais l'Etat justement a d'autres chats à fouetter. Les dirigeants sont plus préoccupés à se remplir les poches et s'enrichir ainsi illicitement de l'exploitation du pétrole découvert dans le sud du pays il y a quelques années. Que des pauvres vivent dans un dénuement total, là n'est pas leur souci.

=====

FRANCE

AVEC HOLLANDE, L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

A ENCORE DE BEAUX JOURS EN AFRIQUE

François Hollande a remplacé Sarkozy à la tête de l'impérialisme français. C'est lui qui sera donc responsable des relations entre la France et ses anciennes colonies en Afrique. Quand les médias lui demandent quelle va être sa politique à ce sujet, il annonce qu'il va rompre avec *« les pratiques qui ont desservi la France et l'Afrique »*. Cela veut dire qu'il va mettre fin à la politique de réseaux officieux entre les dirigeants africains et les hommes politiques français.

Malheureusement il n'est le premier président français à promettre de rompre avec la politique France-Afrique, celle qui laisse les mains libres aux capitalistes français de s'emparer des richesses des pays d'Afrique avec

la complicité de l'Etat français et des dictateurs en place, en ne laissant aux populations que la misère. Bien avant lui Mitterrand disait la même chose. Nicolas Sarkozy aussi, en 2007, proclamait *« la nécessité de se débarrasser de réseaux d'un autre temps, de réseaux officieux qui ont fait tant de mal »*. Quel hypocrite !

François Hollande peut lui aussi faire des promesses du même genre. Mais il est sûr qu'il ne s'opposera pas à la voracité de Bolloré, de Bouygues et de bien d'autres capitalistes. Comme Mitterrand avant lui, il est trop respectueux des intérêts de la bourgeoisie française pour oser mettre des bâtons dans ses roues.

AVEC HOLLANDE COMME AVEC SARKOZY HIER, LES TRAVAILLEURS NE DOIVENT COMPTER QUE SUR LEUR LUTTE

A l'annonce des résultats le 6 mai dernier, de nombreux travailleurs et de petites gens avaient fêté la victoire de Hollande ; ce fut des scènes de joie. A Paris par exemple, des milliers de personnes s'étaient retrouvées, Place de la Bastille, pour célébrer cette victoire en chantant et en dansant (comme sous Mitterrand en 1981).



6 mai 2012 : La Bastille envahie par des manifestants après
l'annonce de la victoire de Hollande

Des gens criaient à tue-tête : *« On a gagné ! »*. Dans certains quartiers de Paris comme 18^{ème},

des Africains ou Magrebins avaient pris d'assaut des cafés ou restaurants tenus par des Immigrés : *« On a gagné ! »* ou *« Le kascher, c'est fini ! »*.

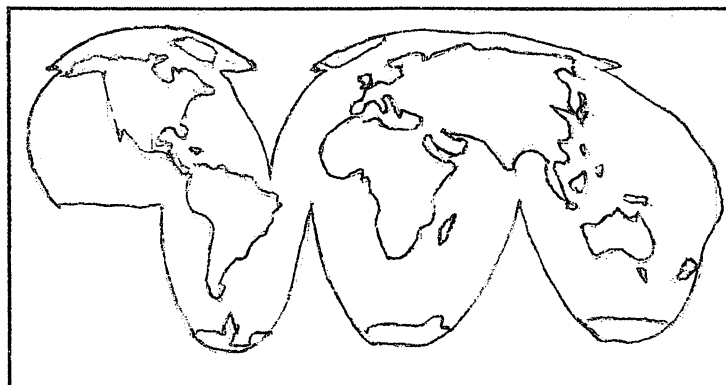
Sarkozy *« le président des riches »* a donc fait sa valise. Sous son quinquennat, il leur a distribué des milliards d'euros sous forme d'exonérations d'impôts et de taxes diverses, ou sous forme de prêts-cadeaux aux banquiers. Aux travailleurs, il ne leur a réservé que des licenciements, le chômage (un million de chômeurs en plus) ou le travail à temps partiel, les CDD aux plus jeunes.

Mais avec Hollande, qui a promis le *« changement »*, ce ne sera guère mieux pour les travailleurs et les petites gens. C'est un faux ami du monde du travail. Si Sarkozy était le Président des riches, la victoire de Hollande ne fait pas de lui le Président des pauvres. Les travailleurs qui se sont réjouis de son arrivée au pouvoir risquent d'être déçus. La politique que mènera son gouvernement ne sera pas fondamentalement différente de celle de Sarkozy. Elle sera avant

tout au service de la bourgeoisie. Avec l'aggravation de la crise, Hollande sera amené à prendre des mesures anti-ouvrières qui lui seront dictées par ceux qui détiennent les vrais pouvoirs économiques entre leurs mains : le grand patronat de l'industrie et les magnats de la finance internationale. Il ne fera donc rien contre les licenciements, contre les bas salaires, contre la vie chère, etc. Le parti socialiste qu'il représente aujourd'hui en a déjà fait la démonstration sous Mitterrand et sous Jospin.

C'est contre cette toute puissance des riches que les travailleurs auront à s'opposer pour défendre leur pain et les conditions de travail. Par leur lutte collective de grande ampleur, ils pourront leur imposer leurs revendications, notamment - l'interdiction de licenciements et la répartition du travail entre tous sans perte de salaire - l'augmentation des salaires (le smic à 1700 euros), et leur indexation sur les prix,- le contrôle du monde du travail sur les entreprises pour faire la lumière sur leurs finances.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.